

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1973 Nr. 130

A. TITEL

*Administratief Akkoord betreffende de wijze van toepassing van het Algemeen Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Marokko;
Rabat, 3 november 1972*

B. TEKST

Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume du Maroc, signée à Rabat le 14 février 1972

En application des articles 14, paragraphe 2, 23, 26, paragraphe 3 et 28 de la Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume du Maroc, signée à Rabat le 14 février 1972, ci-après désigné par le terme „Convention”, les autorités compétentes néerlandaise et marocaine, à savoir:

le Ministre néerlandais des Affaires Sociales et le Ministre néerlandais de la Santé Publique et de l'Environnement

et

le Ministre marocain du Travail, des Affaires Sociales, de la Jeunesse et des Sports

ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

CHAPITRE 1

Dispositions Générales

Article 1

Aux fins de l'application de la Convention et du présent arrangement

- a. le terme „institution” désigne l'organisme chargé d'appliquer une ou plusieurs des législations visées à l'article 1 de la Convention;
- b. le terme „institution compétente” désigne l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande de prestations ou envers laquelle il a ou continuerait à avoir droit aux prestations, s'il résidait dans le pays où se trouve cette institution;
- c. le terme „résidence” ou „résider” désigne le séjour habituel ou séjourner habituellement;
- d. le terme „membres de la famille” désigne les personnes définies ou admises comme membres de la famille par la législation appliquée par l'institution compétente.

Article 2

Aux fins de l'application du présent arrangement sont désignés comme organismes de liaison:

1. aux Pays-Bas:
 - a. pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité: le „Ziekenfondsraad” (Conseil des caisses de maladie) à Amsterdam;
 - b. pour les allocations familiales: la „Vereeniging van Raden van Arbeid (Association des Conseils de Travail) à Amsterdam;
 - c. pour les pensions de vieillesse et de survie, ainsi que pour les allocations familiales dues aux bénéficiaires desdites pensions: la „Sociale Verzekeringsbank” (Banque de l'assurance sociale) à Amsterdam;
 - d. dans tous les autres cas: le „Gemeenschappelijk Administratiekantoor” (Office commun d'administration) à Amsterdam;
2. au Maroc:

la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (C.N.S.S.) à Casablanca.

Article 3

La totalisation des périodes, visée à l'article 4 de la Convention s'effectue conformément aux règles suivantes:

- a) aux périodes d'emploi ou d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie contractante s'ajoutent les périodes d'emploi ou d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes d'emploi ou d'assurance accomplies sous la

- législation de la première Partie, à condition que ces périodes ne se superposent pas;
- b) lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'une Partie contractante coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire sous la législation de l'autre Partie, seule la première est prise en compte;
 - c) lorsqu'une période d'assurance effective accomplie sous la législation d'une Partie contractante coïncide avec une période reconnue équivalente de l'autre Partie seule la première est prise en compte;
 - d) au cas où, selon la législation d'une Partie contractante, certaines périodes d'emploi ou d'assurance ne sont prises en compte que si elles ont été accomplies dans un délai déterminé, l'institution qui applique cette législation ne tient compte des périodes accomplies sous la législation de l'autre Partie que si elles ont été accomplies dans le même délai.

Article 4

1. Dans le cas visé à l'article 7, alinéa a de la Convention, l'organisme précisé au paragraphe 2 du présent article, du pays dont la législation demeure applicable, remet au travailleur, sur demande, un certificat attestant qu'il demeure soumis à la législation de ce pays. lorsque plusieurs travailleurs relevant d'une même entreprise sont détachés en même temps dans l'autre pays afin d'y effectuer un travail en commun, un seul certificat peut couvrir tous ces travailleurs.

Le certificat prévu aux alinéas précédents doit comporter obligatoirement, outre les renseignements concernant le travailleur et l'employeur, la durée, de date à date, de la période de détachement, le cachet de l'organisme qui l'a établi et la date de délivrance.

2. Le certificat est établi:

aux Pays-Bas par le „Sociale Verzekeringsraad” (Conseil de l'Assurance Sociale) à La Haye;

au Maroc par la Caisse Nationale de sécurité sociale à Casablanca.

3. Le certificat doit être produit par le représentant de l'employeur dans l'autre pays si un tel représentant existe, sinon par le travailleur lui-même.

4. Si la durée du travail doit se prolonger au delà de 12 mois, l'employeur adresse avant l'expiration de cette période une demande de prolongation de détachement à l'organisme qui a délivré le certificat initial; ce dernier provoque l'accord de l'autorité compétente

du pays du lieu de travail temporaire et au vu de cet accord, délivre un deuxième certificat.

5. L'employeur et les intéressés règlent directement toutes questions concernant les cotisations de sécurité sociale avec l'institution néerlandaise compétente, lorsque le pays du lieu de travail habituel est le Royaume des Pays-Bas et avec l'institution marocaine compétente, lorsque le pays du lieu de travail habituel est le Royaume du Maroc.

Article 5

1. Le travailleur qui exerce son droit d'option, conformément à l'article 8, paragraphe 2 de la Convention en informe, par l'intermédiaire de son employeur, l'organisme du pays pour la législation duquel il a opté, tel que mentionné à l'article 4 paragraphe 2 du présent arrangement. Cet organisme en informe l'organisme correspondant de l'autre pays.

2. L'option prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date de réception de la demande.

CHAPITRE 2

Maladie et maternité

Article 6

1. Pour bénéficier de la totalisation des périodes d'assurance visée à l'article 4 de la Convention, le travailleur qui s'est rendu d'un pays dans l'autre est tenu de présenter à l'institution compétente de ce dernier pays une attestation mentionnant les périodes d'assurance, accomplies sous la législation du premier pays.

2. L'attestation est délivrée à la demande du travailleur:

- a) en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies aux Pays-Bas, par l'association professionnelle auprès de laquelle son dernier employeur aux Pays-Bas est affilié. Toutefois, si le travailleur n'était assuré qu'en matière des prestations en nature, l'attestation est délivrée par la caisse de maladie auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu;
- b) en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies au Maroc, par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

3. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente du pays où il s'est rendu s'adresse à l'institution susvisée pour l'obtenir.

Article 7

1. Pour bénéficier au Maroc des prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise, le travailleur qui se trouve dans ce pays est tenu d'adresser une requête à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Cette institution transmet sans délai, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisme de liaison, la demande à l'institution compétente néerlandaise, en ajoutant un certificat médical d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. La Caisse indique la date de réception de la demande ainsi que le nom et l'adresse de l'employeur ou de l'ancien employeur aux Pays-Bas du travailleur.

2. Lorsque le règlement de l'association professionnelle auprès de laquelle le travailleur est assuré prévoit des dispositions spéciales relatives à la présentation de la demande de prestations, le travailleur est tenu d'observer également ces dispositions.

3. Pour bénéficier aux Pays-Bas des prestations en espèces en vertu de la législation marocaine, le travailleur qui se trouve dans ce pays est tenu d'adresser une requête à la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” (Nouvelle association professionnelle générale) en mentionnant le nom et l'adresse de son employeur. Cette institution transmet sans délai, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisme de liaison, la demande à l'institution compétente marocaine, en ajoutant un rapport médical de son médecin d'assurance.

Article 8

1. Lorsque l'institution compétente néerlandaise n'exerce pas elle-même le contrôle de l'assuré séjournant au Maroc, elle demande à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de faire établir un rapport médical en ce qui concerne l'état de santé du travailleur et de faire procéder au contrôle administratif.

Dans ce cas la Caisse Nationale de Sécurité Sociale fait procéder sans délai à un contrôle médical du travailleur et adresse le rapport établi à cet effet, sans délai, à l'institution néerlandaise qui l'a demandé.

L'institution néerlandaise compétente est seule habilitée à prendre la décision en ce qui concerne le droit aux prestations, sauf le pouvoir des juridictions compétentes néerlandaises en cas de litige.

2. Lorsque l'institution compétente marocaine n'exerce pas elle-même le contrôle de l'assuré séjournant aux Pays-Bas, elle demande à la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” (Nouvelle association professionnelle générale) de procéder au contrôle médical et administratif.

Dans ce cas, la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” procède à ce contrôle selon les modalités prévues pour ses propres assurés et adresse le rapport établi à cet effet, sans délai, à l'institution marocaine qui l'a demandé.

L'institution marocaine est seule habilitée à prendre la décision en ce qui concerne le droit aux prestations, sauf le pouvoir des juridictions compétentes marocaines en cas de litige.

Article 9

1. Pour l'application de l'article 11 de la Convention, le travailleur salarié ou assimilé, affilié à une caisse de maladie néerlandaise, bénéficie des prestations en nature pendant les deux premiers mois de son séjour temporaire au Maroc.

2. Lorsque le travailleur salarié ou assimilé ne peut retourner aux Pays-Bas avant l'expiration de la période visée au paragraphe premier par suite de son état de santé, il conserve le bénéfice des prestations en nature tant qu'il a droit aux prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise sur l'assurance-maladie.

3. A moins qu'il ne soit autrement constaté par la caisse de maladie compétente, l'impossibilité de retourner aux Pays-Bas est constatée par les services médicaux de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale qui établissent à cet effet un rapport circonstancié; cette institution adresse sans délai son rapport à la caisse de maladie compétente aux Pays-Bas. La caisse de maladie compétente aux Pays-Bas informe la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de sa décision.

Article 10

1. Pour bénéficier des soins médicaux, y compris, le cas échéant, l'hospitalisation, lors d'un séjour temporaire au Maroc, le travailleur visé au premier paragraphe de l'article 11 de la Convention et affilié à une caisse de maladie néerlandaise, présente à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par la caisse de maladie compétente, si possible avant le début du séjour temporaire, prouvant qu'il a droit aux prestations susmentionnées.

Cette attestation indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces prestations peuvent être servies en vertu des dispositions de l'article 9 du présent arrangement. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse sans délai à la caisse de maladie compétente pour l'obtenir.

2. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de séjour notifie à la caisse de maladie compétente dans un délai de sept jours à partir de la date où elle en a pris connaissance, la date d'entrée dans un hôpital ou dans un autre établissement médical et la durée pro-

bable de l'hospitalisation; lors de la sortie de l'hôpital ou de l'autre établissement médical, l'institution du lieu de séjour notifiée, dans un délai de sept jours à partir de la date où elle en a pris connaissance, à la caisse de maladie compétente, la date de sortie.

3. L'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné à l'autorisation de la caisse de maladie compétente. Lorsque ces prestations ont été servies, en cas d'urgence absolue, sans l'autorisation de la caisse de maladie compétente, l'institution du lieu de séjour avise immédiatement ladite caisse de maladie.

4. Les cas d'urgence absolue au sens du paragraphe 3 du présent article sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans compromettre gravement la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit, pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de ladite prothèse ou dudit appareillage.

5. Les organismes de liaison pour les prestations en nature établissent d'un commun accord la liste des prestations visées au paragraphe 3 du présent article.

Article 11

Les dispositions des articles 9, paragraphe 1, et 10 du présent arrangement sont applicables par analogie aux membres de la famille du travailleur salarié ou assimilé qui l'accompagnent lors de son séjour temporaire au Maroc.

Article 12

Pour l'application de l'article 12 de la Convention, un travailleur salarié ou assimilé, admis au bénéfice des prestations en nature en vertu de la législation néerlandaise, conserve ce droit pendant toute la durée du service des prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise sur l'assurance-maladie.

Article 13

1. Pour conserver le bénéfice des prestations en nature au Maroc, le travailleur visé à l'article 12 de la Convention et affilié à une caisse de maladie néerlandaise est tenu de présenter à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale une attestation par laquelle la caisse de maladie compétente l'autorise à conserver le bénéfice des prestations en nature après le transfert de sa résidence. Cette attestation indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces

prestations peuvent être servies en vertu des dispositions de l'article 12 du présent Arrangement. La caisse de maladie compétente peut, après le transfert de la résidence du travailleur et à la requête de celui-ci, délivrer l'attestation, lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Aux fins du service des prestations en nature par l'institution de la nouvelle résidence du travailleur, les dispositions de l'article 10 paragraphes 2, 3 et 4 du présent arrangement sont applicables par analogie.

3. L'institution de la nouvelle résidence fait procéder périodiquement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de la caisse de maladie compétente, à l'examen du bénéficiaire en vue de déterminer si les soins médicaux sont effectivement et régulièrement dispensés. Elle est, à moins que la caisse de maladie compétente n'ait pas réglé l'examen du bénéficiaire d'une autre façon, tenue de pratiquer lesdits examens et d'aviser immédiatement la caisse de maladie compétente de leurs résultats. La continuation de la prise en charge des soins médicaux par la caisse de maladie compétente est subordonnée à l'accomplissement de ces règles.

4. Lorsque l'institution du lieu de résidence constate que l'hospitalisation peut prendre fin, elle notifie au travailleur la date de la fin de l'hospitalisation et adresse immédiatement copie de cette notification à la caisse de maladie compétente.

Article 14

1. Le remboursement des prestations en nature servies conformément aux articles 9 à 13 du présent arrangement est effectué par l'organisme marocain de liaison désigné à l'article 2 de cet arrangement selon les tarifs fixés d'un commun accord entre les organismes de liaison compétents des deux pays.

2. Le remboursement des prestations en nature servies conformément aux dispositions du paragraphe précédent est subordonné à la condition qu'elles aient été données soit par une personne autorisée légalement à exercer l'art de guérir, soit dans un établissement hospitalier reconnu par les autorités marocaines ou présentant des garanties médicales suffisantes; les spécialités pharmaceutiques donnent lieu à remboursement, dans les cas où le régime générale mutualiste marocain des fonctionnaires en prévoit le remboursement.

3. L'organisme marocain de liaison transmet semestriellement les notes relatives aux remboursements au „Ziekenfondsraad”, accompagnées d'un relevé dont le modèle est fixé d'un commun accord. Le „Ziekenfondsraad” rembourse les montants effectifs des dépenses

autant qu'ils sont en rapport avec les tarifs visés au premier paragraphe.

Article 15

Les dispositions du présent chapitre sont applicables par analogie aux prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, qui sont dues en vertu de la législation marocaine.

CHAPITRE 3

Invalidité

Article 16

1. Dans le cas visé à l'article 16, paragraphe 2 de la Convention les règles suivantes sont applicables aux fins de l'introduction de la demande:

- a) la demande est accompagnée des pièces justificatives nécessaires et établie sur le formulaire prévu par la législation du pays de résidence;
- b) l'exactitude des renseignements fournis par le demandeur doit être établie par des pièces officielles jointes au formulaire, ou doit être confirmée par les autorités habilitées à cet effet dans le pays considéré;
- c) le demandeur précise, dans la mesure du possible, la ou les institutions auprès desquelles il a été assuré dans l'autre pays;
- d) l'institution du lieu de résidence qui a reçu la demande y mentionne la date de réception et la fait parvenir, le cas échéant, accompagnée des justifications prévues au présent article, directement et sans retard à l'institution compétente de l'autre pays.

2. L'organisme de liaison néerlandais remet à la requête de l'institution compétente marocaine une attestation relative aux périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation néerlandaise. Cette requête est accompagnée d'un relevé des périodes d'emploi effectuées aux Pays-Bas avec indication des noms et adresses des employeurs néerlandais selon les renseignements fournis par le travailleur.

Article 17

1. Lorsque l'association professionnelle envers laquelle un travailleur résidant au Maroc peut prétendre aux prestations au titre de la législation néerlandaise, n'exerce pas elle-même le contrôle, cette institution ou le „Gemeenschappelijke Medische Dienst” (Ser-

vice médical commun) peut demander à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de faire établir un rapport médical en ce qui concerne l'état de santé du travailleur et de faire procéder au contrôle administratif.

2. Le contrôle administratif et médical des titulaires de prestations en vertu de la législation marocaine qui résident aux Pays-Bas est effectué, à la demande de l'institution compétente par l'intermédiaire de la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” (Nouvelle association professionnelle générale).

3. Les dispositions de l'article 8, paragraphe 1, alinéa 2 et 3 du présent arrangement sont applicables par analogie.

Article 18

1. Pour l'application de l'article 17 du présent arrangement la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” selon le cas, fait procéder aux examens permettant d'évaluer le taux d'invalidité de l'intéressé en vue du maintien, de la révision, de la suspension ou de la suppression de la prestation.

2. Le rapport de ces examens est communiqué sans délai à l'institution compétente qui a demandé le contrôle.

Article 19

En cas de reprise du travail par le bénéficiaire d'une pension ou d'une prestation d'invalidité la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou la „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” selon le cas, adresse un rapport à l'autre institution. Ce rapport indique la nature du travail effectué, le montant des gains du travailleur intéressé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle, à laquelle il appartient, ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

Article 20

Lorsque, après suspension ou suppression de la pension ou de la prestation un assuré recouvre, conformément à l'article 18 de la Convention, son droit à la pension ou prestation d'invalidité tout en résidant dans le pays autre que le pays débiteur de la pension, les institutions intéressées échangent tous renseignements utiles en vue de la reprise des paiements.

CHAPITRE 4

Vieillesse et décès

Article 21

1. Pour bénéficier des prestations conformément aux dispositions de l'article 19 de la Convention le travailleur ou le survivant d'un travailleur résidant aux Pays-Bas adresse sa demande d'une prestation au titre de la législation marocaine au „Raad van Arbeid” (Conseil de Travail) dans le ressort duquel il a sa résidence. Si la demande est présentée auprès d'une autre institution néerlandaise, cette institution inscrit la date de réception sur la demande et la transmet sans délai au „Raad van Arbeid” compétent.

2. Le „Raad van Arbeid” vérifie si la demande est établie d'une manière complète et atteste l'exactitude des déclarations du requérant. Il en ajoute une liste des périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise et transmet ensuite la demande à l'institution compétente marocaine.

3. L'institution compétente marocaine statue sur la demande et adresse directement sa décision, rédigée en langue française, au requérant, avec indication des voies et délais de recours; elle en transmet une copie au „Raad van Arbeid”.

4. Lorsqu'il s'agit d'une pension de veuve l'institution marocaine réserve le cas échéant le montant des rappels éventuel d'arrérages au profit de l'institution néerlandaise.

Lors du règlement définitif de la demande de prestations, les sommes payées en trop par le „Raad van Arbeid”, sont prélevées sur le montant des rappels d'arrérages par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale qui les verse à l'institution néerlandaise précitée.

Article 22

Aux fins de l'application de l'article 19 de la Convention l'organisme de liaison néerlandaise est tenu de transmettre le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur la requête de l'institution marocaine, chargée de l'instruction d'une demande de prestations pour le requérant résidant au Maroc.

Article 23

1. Le travailleur résidant au Maroc qui sollicite le bénéfice d'une pension de vieillesse au titre de la législation néerlandaise adresse sa demande à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

2. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale vérifie si la demande est établie d'une manière complète et atteste l'exactitude des déclarations du requérant. En outre elle indique pour l'application de l'article 21, paragraphe 2, de la Convention les périodes d'assurance obligatoire accomplies par l'épouse du requérant sous la législation marocaine, qui ouvrent droit à une pension de vieillesse, ainsi que, le cas échéant, les périodes pendant lesquelles elle bénéficie d'une telle pension.

Ensuite elle transmet la demande à la „Sociale Verzekeringsbank”.

Article 24

1. En application des articles 20 et 21 de la Convention le calcul du montant de la pension de vieillesse néerlandaise due à un homme marié s'effectue comme suit:

- a) pour chaque année civile pendant laquelle un homme marié a été assuré au titre de l'assurance-vieillesse générale néerlandaise, il bénéficie d'un montant égal à un pourcent du montant de la pension complète pour couple prévue par la législation néerlandaise, augmenté d'un même montant, pour chaque année civile pendant laquelle sa première épouse, avec laquelle il est marié au moment où il atteint l'âge de 65 ans, a été assurée au titre de la législation néerlandaise, ou bien est censé avoir été assurée en vertu des dispositions de l'article 21 de la Convention;
- b) si la première épouse d'un homme marié n'a pas été assurée en vertu de la législation néerlandaise avant le début de leur mariage, celui-ci bénéficie d'un montant égal à deux pourcent du montant de la pension complète pour célibataire, prévue par la législation néerlandaise, pour chaque année civile pendant laquelle il a été assuré au titre de cette législation en tant que célibataire.

2. La conversion des périodes inférieures à une année civile en années civiles s'effectue conformément aux dispositions de la législation néerlandaise.

3. Le décès de la première épouse n'affecte pas le montant de la pension de vieillesse attribuée à un homme marié, tant que celui-ci reste marié.

4. Si le montant de la pension de vieillesse calculée en vertu de la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale sans que les dispositions de la Convention soient appliquées, est supérieur au montant calculé selon les paragraphes précédents de cet article, le premier montant sera retenu.

Article 25

1. Pour bénéficier des prestations au titre de la législation néerlandaise les survivants d'un travailleur qui résident au Maroc sont tenus d'adresser la demande à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

2. La demande de pension introduite valablement par une des veuves vaut également et définitivement à l'égard des autres bénéficiaires, dans les conditions prévues par le statut personnel de l'assuré.

3. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale vérifie si la demande est établie d'une manière complète et atteste l'exactitude des déclarations du requérant; elle transmet ensuite la demande à la „Sociale Verzekeringsbank” en indiquant si le défunt était assuré obligatoirement au Maroc au moment de son décès.

Article 26

La „Sociale Verzekeringsbank” statue sur la demande. Sa décision qui rappelle les voies et délais de recours, est transmise à l'organisme de liaison marocain. Cet organisme en donne connaissance au requérant dans sa langue d'origine au moyen d'une note récapitulative à laquelle est annexée la décision. Les délais de recours ne commencent à courir qu'à partir de la réception de la note récapitulative par le requérant.

Article 27

Pour le calcul de la pension de veuve au titre de la législation néerlandaise, la durée maximale possible selon cette législation, visée à l'article 22 paragraphe 2 de la Convention, est comptée à partir de la date à laquelle l'assuré a atteint l'âge de 15 ans.

Article 28

Lorsque plus d'une personne a droit à une pension de veuve du chef du décès d'un même assuré, la répartition, visée à l'article 23 de la Convention, de la pension due par l'institution néerlandaise en vertu de la législation néerlandaise, ou, dans le cas visé à l'article 22 de la Convention, calculée conformément au paragraphe 2 de cet article, s'effectue comme suit:

chacune des veuves bénéficie d'une partie proportionnelle au nombre de bénéficiaires de la pension majorée, aussi longtemps qu'elle a un ou plusieurs enfants célibataires, âgés de moins de 18 ans, ou de la pension normale dans le cas où elle n'a pas de tels enfants.

CHAPITRE 5

Allocations familiales

Article 29

La vérification des données familiales figurant dans la demande d'allocations familiales dues en vertu de la législation de l'un des pays pour des enfants résidant dans l'autre pays, s'effectue, à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire des organismes de liaison intéressés.

CHAPITRE 6

Chômage

Article 30

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 27 de la Convention le demandeur est tenu de présenter à l'institution compétente néerlandaise une attestation relative aux périodes d'emploi au Maroc, à prendre en compte dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes accomplies en vertu de la législation néerlandaise.

2. L'attestation est délivrée, à la demande du travailleur par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

CHAPITRE 7

Dispositions diverses

Article 31

1. Les prestations dues par l'institution d'un pays aux titulaires résidant dans l'autre pays sont versées directement et aux échéances prévues par la législation qu'elle applique, soit par mandat postale international, soit par voie bancaire.

2. Les prestations sont versées aux titulaires sans déduction des frais postaux ou bancaires.

Article 32

Les frais résultant du contrôle médical sont supportés par l'institution qui a demandé le contrôle.

Le remboursement de ces frais s'effectue sur présentation d'une note détaillée majorée de 7,5 % représentant les frais de gestion.

Article 33

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent arrangement seront réglées par une commission composée des représentants des autorités compétentes, qui peuvent se faire accompagner par des experts. La commission se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays au besoin une fois par an.

Article 34

Les organismes de liaison fixeront, d'un commun accord, les formulaires et autres documents nécessaires pour l'application de la Convention.

Article 35

Le présent arrangement entrera en vigueur le même jour que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

FAIT en double exemplaire en langue française à Rabat le 3 novembre 1972.

*Pour l'autorité compétente
néerlandaise*

(s.) C. VREEDE

*L'autorité compétente
marocaine*

(s.) A. EL JADIDI

C. VERTALING

**Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing
van het op 14 februari 1972 te Rabat ondertekende Algemeen
Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het
Koninkrijk Marokko inzake sociale zekerheid**

Voor de toepassing van de artikelen 14, tweede lid, 23, 26, derde lid, en 28 van het op 14 februari 1972 te Rabat ondertekende Algemeen Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Marokko inzake sociale zekerheid, hierna aangeduid met de term „Verdrag”, hebben de Nederlandse en Marokkaanse bevoegde autoriteiten, te weten:

de Nederlandse Minister van Sociale Zaken en de Nederlandse Minister van Volksgezondheid en Milieuhygiëne

en

de Marokkaanse Minister van Arbeid, Sociale Zaken, Jeugd en Sport

in gemeen overleg de volgende bepalingen vastgesteld:

HOOFDSTUK 1

Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van het Verdrag en van dit Akkoord:

- a. wordt onder „orgaan” verstaan het lichaam dat belast is met de uitvoering van een of meer van de in artikel 1 van het Verdrag bedoelde wettelijke regelingen;
- b. wordt onder „bevoegd orgaan” verstaan het orgaan waarbij de verzekerde is aangesloten op het tijdstip waarop hij prestaties aanvraagt of het orgaan dat hem prestaties verschuldigd is of zou blijven, indien hij in het land woonde waar dit orgaan gevestigd is;
- c. wordt onder „woonplaats” of „woonachtig zijn” verstaan de normale verblijfplaats of gewoonlijk verblijven;
- d. worden onder „gezinsleden” verstaan de personen die in de door het bevoegde orgaan toegepaste wetgeving als gezinsleden worden aangemerkt of erkend.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit Akkoord worden als verbindingsorganen aangewezen:

1. in Nederland:

- a. voor de verstrekkingen in geval van ziekte en moederschap: de Ziekenfondsraad te Amsterdam;
- b. voor de kinderbijslagen: de Vereniging van Raden van Arbeid te Amsterdam;
- c. voor de ouderdoms- en overlevingspensioenen, alsmede voor de aan rechthebbenden op deze pensioenen verschuldigde kinderbijslagen: de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam;
- d. in alle overige gevallen: het Gemeenschappelijk Administratiekantoor te Amsterdam;

2. in Marokko:

de „Caisse Nationale de Sécurité Sociale” – C.N.S.S. – (Nationaal Fonds voor Sociale Zekerheid) te Casablanca.

Artikel 3

De in artikel 4 van het Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken geschiedt overeenkomstig de volgende regels:

- a. bij de tijdvakken van arbeid of verzekering, vervuld krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, worden gevoegd de tijdvakken van arbeid of verzekering, vervuld krachtens de wetgeving van de andere Partij, voor zover het noodzakelijk is hierop een beroep te doen om de tijdvakken van arbeid of verzekering, vervuld krachtens de wetgeving van eerstbedoelde Partij, aan te vullen, voorzover deze tijdvakken niet samenvallen;
- b. wanneer een tijdvak van verzekering, vervuld op grond van een verplichte verzekering krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, samenvalt met een op grond van een vrijwillige verzekering krachtens de wetgeving van de andere Partij vervuld tijdvak van verzekering, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;
- c. wanneer een effectief tijdvak van verzekering, vervuld krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, samenvalt met een daarmee als gelijkwaardig erkend tijdvak van de andere Partij, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;

- d. ingeval volgens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij bepaalde tijdvakken van arbeid of verzekering slechts in aanmerking worden genomen indien zij binnen een bepaalde termijn zijn vervuld, houdt het orgaan dat deze wetgeving toepast, slechts rekening met de tijdvakken welke krachtens de wetgeving van de andere Partij zijn vervuld, indien zij binnen dezelfde termijn zijn vervuld.

Artikel 4

1. In het in artikel 7, sub a) van het Verdrag bedoelde geval verstrekt de in het tweede lid van dit artikel aangegeven instelling van het land waarvan de wettelijke regelingen van toepassing blijven, de werknemer op verzoek een bewijsstuk waarin wordt verklaard dat hij aan de wettelijke regelingen van dit land onderworpen blijft.

Wanneer verschillende werknemers die aan een zelfde onderneming verbonden zijn, tegelijkertijd in het andere land worden tewerkgesteld ten einde aldaar gezamenlijk werkzaamheden te verrichten, kan met één bewijsstuk voor al deze werknemers worden volstaan.

Het in de voorgaande alinea's bedoelde bewijsstuk dient naast de gegevens omtrent de werknemer en de werkgever, de aanvangs- en einddatum van de periode van tewerkstelling en de datum van afgifte te vermelden en voorts voorzien te zijn van het stempel van de instelling welke het bewijsstuk heeft opgemaakt.

2. Het bewijsstuk wordt uitgereikt:

in Nederland door de Sociale Verzekeringsraad te 's-Gravenhage;
in Marokko door de Caisse Nationale de Sécurité Sociale te Casablanca.

3. Het bewijsstuk moet door de vertegenwoordiger van de werkgever in het andere land of, bij ontstentenis van deze, door de werknemer zelf worden overgelegd.

4. Indien de werkzaamheden langer dan 12 maanden duren, richt de werkgever vóór het einde van dit tijdvak een aanvraag om verlenging van tewerkstelling tot de instelling welke het eerste bewijsstuk heeft uitgereikt; deze instelling doet het nodige om de toestemming van de bevoegde autoriteit van het land waar de tijdelijke werkzaamheden worden verricht, te verkrijgen en reikt, nadat de toestemming is verkregen, een tweede bewijsstuk uit.

5. De werkgever en de belanghebbenden regelen alle aangelegenheden inzake de premies voor de sociale zekerheid rechtstreeks met het bevoegde Nederlandse orgaan, wanneer het land waar de werkzaamheden gewoonlijk worden verricht het Koninkrijk der Neder-

landen is en met het bevoegde Marokkaanse orgaan, wanneer het land waar de werkzaamheden gewoonlijk worden verricht het Koninkrijk Marokko is.

Artikel 5

1. De werknemer die overeenkomstig artikel 8, tweede lid, van het Verdrag zijn keuzerecht uitoefent, deelt dit, door tussenkomst van zijn werkgever, mede aan de in artikel 4, tweede lid, van dit Akkoord genoemde instelling van het land voor welks wettelijke regelingen hij heeft gekozen. Deze instelling deelt dit aan de overeenkomstige instelling van het andere land mede.

2. De keuze wordt van kracht met ingang van de eerste dag van de maand, volgende op de datum van ontvangst van het verzoek.

HOOFDSTUK 2

Ziekte en moederschap

Artikel 6

1. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 4 van het Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken van verzekering, dient de werknemer die zich van het ene naar het andere land heeft begeven aan het bevoegde orgaan van laatstbedoeld land een verklaring over te leggen, waarin de tijdvakken van verzekering zijn vermeld welke krachtens de wettelijke regeling van eerstbedoeld land zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer verstrekt:

- a. voor wat betreft de in Nederland vervulde tijdvakken van verzekering, door de bedrijfsvereniging waarbij zijn laatste werkgever in Nederland is aangesloten. Indien de werknemer echter alleen ter zake van de verstrekkingen verzekerd was, wordt de verklaring verstrekt door het ziekenfonds waarbij hij laatstelijk verzekerd was;
- b. voor wat betreft de in Marokko vervulde tijdvakken van verzekering door de Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

3. Indien de werknemer de verklaring niet overlegt, verzoekt het bevoegde orgaan van het land waarheen hij zich heeft begeven aan bovenbedoeld orgaan om toezending.

Artikel 7

1. Om in Marokko in aanmerking te komen voor uitkeringen krachtens de Nederlandse wettelijke regeling, dient de werknemer

die zich in dit land bevindt een verzoek te richten tot de Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Dit orgaan zendt de aanvraag onverwijld, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van het verbindingsorgaan, aan het bevoegde Nederlandse orgaan, onder bijvoeging van een door de behandelende geneesheer afgegeven medisch bewijs van arbeidsongeschiktheid. De Caisse vermeldt de datum van ontvangst van de aanvraag alsmede de naam en het adres van de werkgever of de gewezen werkgever in Nederland van de werknemer.

2. Wanneer in het reglement van de bedrijfsvereniging waarbij de werknemer verzekerd is, bijzondere bepalingen met betrekking tot het indienen van de aanvraag om uitkering voorkomen, dient de werknemer deze bepalingen eveneens in acht te nemen.

3. Om in Nederland in aanmerking te komen voor uitkeringen krachtens de Marokkaanse wettelijke regeling, dient de werknemer die zich in dit land bevindt een verzoek te richten tot de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging, onder vermelding van de naam en het adres van zijn werkgever. Dit orgaan zendt de aanvraag onverwijld, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van het verbindingsorgaan, aan het bevoegde Marokkaanse orgaan, onder bijvoeging van een medisch rapport van zijn verzekeringsgeneeskundige.

Artikel 8

1. Wanneer het Nederlandse bevoegde orgaan niet zelf op de in Marokko verblijvende verzekerde controle uitoefent, verzoekt het de Caisse Nationale de Sécurité Sociale een medisch rapport te doen opstellen omtrent de gezondheidstoestand van de werknemer en de administratieve controle uit te oefenen.

In dat geval zorgt de Caisse Nationale de Sécurité Sociale onmiddellijk voor een geneeskundig onderzoek van de werknemer en zendt het terzake uitgebrachte rapport onverwijld aan het Nederlandse orgaan dat hierom heeft gevraagd.

Het Nederlandse bevoegde orgaan is bij uitsluiting bevoegd omtrent het recht op uitkering te beslissen, behoudens de bevoegdheid ten deze van de Nederlandse rechtscollèges in geval van geschillen.

2. Wanneer het Marokkaanse bevoegde orgaan niet zelf op de in Nederland verblijvende verzekerde controle uitoefent, verzoekt het de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging medische en administratieve controle uit te oefenen.

In dat geval verricht de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging deze controle als betroof het een eigen verzekerde en zendt het terzake uitgebrachte rapport onverwijld aan het Marokkaanse orgaan dat hierom heeft gevraagd.

Het Marokkaanse orgaan is bij uitsluiting bevoegd omtrent het recht op uitkering te beslissen, behoudens de bevoegdheid ten deze van de Marokkaanse rechtscolleges in geval van geschillen.

Artikel 9

1. Bij de toepassing van artikel 11 van het Verdrag heeft de werknemer of de met hem gelijkstelde die bij een Nederlands ziekenfonds is aangesloten, recht op verstrekkingen gedurende de eerste twee maanden van zijn tijdelijk verblijf in Marokko.

2. Wanneer de werknemer of de met hem gelijkgestelde ten gevolge van zijn gezondheidstoestand niet voor het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn naar Nederland kan terugkeren, behoudt hij recht op verstrekkingen zolang hij recht heeft op uitkeringen krachtens de Nederlandse wettelijke regeling betreffende de ziekteverzekering.

3. Tenzij het bevoegde ziekenfonds zulks op andere wijze vaststelt, stellen de geneeskundige diensten van de Caisse Nationale de Sécurité Sociale de onmogelijkheid om naar Nederland terug te keren vast en brengen zij daartoe een uitvoerig rapport uit; dit orgaan zendt het rapport onverwijld aan het Nederlandse bevoegde ziekenfonds. Het Nederlandse bevoegde ziekenfonds stelt de Caisse Nationale de Sécurité Sociale van zijn beslissing in kennis.

Artikel 10

1. Om gedurende een tijdelijk verblijf in Marokko in aanmerking te komen voor geneeskundige behandeling, waartoe eventueel ook opneming in een ziekenhuis wordt gerekend, legt de in artikel 11, eerste lid, van het Verdrag bedoelde werknemer die bij een Nederlands ziekenfonds is aangesloten, aan het orgaan van de verblijfplaats een verklaring over, welke door het bevoegde ziekenfonds zo mogelijk vóór de aanvang van het tijdelijk verblijf is afgegeven en waaruit blijkt dat hij recht op bovengenoemde verstrekkingen heeft. Deze verklaring vermeldt met name het tijdvak gedurende hetwelk deze verstrekkingen krachtens artikel 9 van dit Akkoord mogen worden verleend. Indien de werknemer bedoelde verklaring niet overlegt, verzoekt het orgaan van de verblijfplaats onmiddellijk het bevoegde ziekenfonds om toezending.

2. Bij opneming in een ziekenhuis geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen zeven dagen na de dag waarop het hiervan kennis heeft genomen, aan het bevoegde ziekenfonds bericht van de datum van opneming in een ziekenhuis of een andere geneeskundige inrichting, alsmede van de vermoedelijke verblijfsduur; bij ontslag uit

het ziekenhuis of de andere geneeskundige inrichting geeft het orgaan van de verblijfplaats binnen zeven dagen na de dag waarop het hiervan kennis heeft genomen, bericht van de datum van ontslag aan het bevoegde ziekenfonds.

3. Voor het verstrekken van prothesen, hulpmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen is machtiging van het bevoegde ziekenfonds nodig. Wanneer deze verstrekkingen in onmiskenbare spoedgevallen zonder machtiging van het bevoegde ziekenfonds zijn verleend, stelt het orgaan van de verblijfplaats dit ziekenfonds hiervan onmiddellijk op de hoogte.

4. Onmiskenbare spoedgevallen in de zin van het derde lid van dit artikel zijn die gevallen, waarin het verlenen van de verstrekking niet kan worden uitgesteld zonder het leven of de gezondheid van de belanghebbende ernstig in gevaar te brengen. In het geval waarin een prothese of hulpmiddel door een ongeval gebroken of beschadigd is, is het, om de onmiskenbare spoed vast te stellen, voldoende om de noodzaak van herstel of vervanging van deze prothese of dit hulpmiddel aan te tonen.

5. De verbindingsorganen voor de verstrekkingen stellen in onderlinge overeenstemming een lijst op van de in het derde lid van dit artikel bedoelde verstrekkingen.

Artikel 11

Artikel 9, eerste lid, en artikel 10 van dit Akkoord zijn van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden van de werknemer of de met hem gelijkgestelde die hem gedurende zijn verblijf in Marokko vergezellen.

Artikel 12

Voor de toepassing van artikel 12 van het Verdrag behoudt een werknemer of de met hem gelijkgestelde die recht op verstrekkingen krachtens de Nederlandse wettelijke regeling heeft verkregen, dit recht gedurende het gehele tijdvak waarover uitkeringen krachtens de Nederlandse wettelijke regeling betreffende de ziekteverzekering worden verleend.

Artikel 13

1. Om in Marokko recht op verstrekkingen te behouden, dient de in artikel 12 van het Verdrag bedoelde werknemer die is aangesloten bij een Nederlands ziekenfonds, aan de Caisse Nationale de Sécurité Sociale een verklaring over te leggen waarin het bevoegde ziekenfonds hem toestemming verleent na de overbrenging van zijn woonplaats het recht op verstrekkingen te behouden. Deze verklaring

vermeldt het tijdvak gedurende hetwelk deze verstrekkingen krachtens artikel 12 van dit Akkoord mogen worden verleend. Het bevoegde ziekenfonds kan de verklaring op verzoek van de werknemer na de overbrenging van diens woonplaats uitreiken, wanneer deze verklaring als gevolg van overmacht niet tevoren kon worden opge maakt.

2. Voor het verlenen van verstrekkingen door het orgaan van de nieuwe woonplaats van de werknemer, is artikel 10, tweede, derde en vierde lid, van dit Akkoord van overeenkomstige toepassing.

3. Het orgaan van de nieuwe woonplaats laat de rechthebbende, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het bevoegde ziekenfonds, geregeld onderzoeken, teneinde vast te stellen of de geneeskundige behandeling daadwerkelijk en regelmatig wordt verleend. Tenzij het bevoegde ziekenfonds het onderzoek van de rechthebbende op een andere wijze regelt, is eerstbedoeld orgaan gehouden dit onderzoek te verrichten en het bevoegde ziekenfonds onmiddellijk van de resultaten daarvan op de hoogte te stellen. De geneeskundige behandeling blijft alleen dan voor rekening van het bevoegde ziekenfonds wanneer deze voorschriften worden nageleefd.

4. Wanneer het orgaan van de woonplaats vaststelt dat de werknemer uit het ziekenhuis kan worden ontslagen, deelt het hem de datum van ontslag mede en zendt het onmiddellijk een afschrift van deze mededeling aan het bevoegde ziekenfonds.

Artikel 14

1. De overeenkomstig de artikelen 9 tot en met 13 van dit Akkoord verleende verstrekkingen worden door het in artikel 2 van dit Akkoord aangewezen Marokkaanse verbindingsorgaan vergoed volgens de tarieven welke tussen de bevoegde verbindingsorganen van beide landen in onderlinge overeenstemming zijn vastgesteld.

2. De overeenkomstig het vorige lid verleende verstrekkingen worden alleen dan vergoed indien deze zijn verleend, hetzij door een persoon die wettig bevoegd is tot het uitoefenen van de geneeskunde, hetzij in een ziekenhuis dat door de Marokkaanse autoriteiten is erkend, dan wel voldoende geneeskundige waarborgen biedt; geneesmiddelen in spécialité-vorm worden vergoed in die gevallen waarin het Marokkaanse algemene ziekenfondsstelsel voor ambtenaren (régime générale mutualiste marocain des fonctionnaires) deze geneesmiddelen vergoedt.

3. Het Marokkaanse verbindingsorgaan zendt de rekeningen welke betrekking hebben op de vergoedingen halfjaarlijks aan de Ziekenfondsraad, vergezeld van een overzicht waarvan het model in

onderlinge overeenstemming wordt vastgesteld. De Ziekenfondsraad vergoedt de werkelijke bedragen van de kosten voor zover zij met de in het eerste lid bedoelde tarieven overeenstemmen.

Artikel 15

Dit hoofdstuk is van overeenkomstige toepassing op de prestaties bij ongevallen of beroepsziekten welke krachtens de Marokkaanse wettelijke regeling verschuldigd zijn.

HOOFDSTUK 3

Invaliditeit

Artikel 16

1. In het in artikel 16, tweede lid, van het Verdrag bedoelde geval gelden voor het indienen van de aanvraag de volgende voorschriften:

- a. de aanvraag dient vergezeld te gaan van de noodzakelijke bewijsstukken en te zijn opgesteld op het formulier dat in de wettelijke regeling van het land van de woonplaats is voorgeschreven;
- b. de juistheid van de door de aanvrager verstrekte gegevens moet worden aangetoond door bij het formulier gevoegde officiële stukken, of worden bevestigd door de in het betrokken land ter zake bevoegde autoriteiten;
- c. de aanvrager vermeldt voor zover mogelijk het orgaan of de organen waarbij hij in het andere land verzekerd is geweest;
- d. het orgaan van de woonplaats dat de aanvraag ontvangen heeft, vermeldt daarop de datum van ontvangst en zendt deze, eventueel vergezeld van de in dit lid bedoelde bewijsstukken, rechtstreeks en onverwijld aan het bevoegde orgaan van het andere land.

2. Het Nederlandse verbindingsorgaan reikt op verzoek van het Marokkaanse bevoegde orgaan een verklaring uit inzake de krachtens de Nederlandse wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering. Bij dit verzoek moet een overzicht zijn gevoegd van de in Nederland vervulde tijdvakken van arbeid, met vermelding van de namen en adressen van de Nederlandse werkgevers volgens de door de werknemer verstrekte gegevens.

Artikel 17

1. Wanneer de bedrijfsvereniging jegens welke een in Marokko wonende werknemer aanspraak kan maken op uitkeringen krachtens

de Nederlandse wettelijke regeling, niet zelf de controle uitoefent, kan dit orgaan of de Gemeenschappelijke Medische Dienst of de Caisse Nationale de Sécurité Sociale verzoeken een medisch rapport te doen opstellen omtrent de gezondheidstoestand van de werknemer en de administratieve controle uit te oefenen.

2. De administratieve en medische controle van de in Nederland wonende rechthebbenden op uitkering krachtens de Marokkaanse wetgeving wordt op verzoek van het bevoegde orgaan door bemiddeling van de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging uitgeoefend.

3. De bepalingen van artikel 8, eerste lid, tweede en derde alinea, van dit Akkoord zijn van overeenkomstige toepassing.

Artikel 18

1. Voor de toepassing van artikel 17 van dit Akkoord doet de Caisse Nationale de Sécurité Sociale, onderscheidenlijk de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging, het onderzoek zodanig verrichten, dat het mogelijk is de mate van invaliditeit van de belanghebbende vast te stellen met het oog op het behouden, het herzien, het schorsen of het intrekken van de uitkering.

2. Het rapport omtrent dit onderzoek wordt onverwijld gezonden aan het bevoegde orgaan dat om de controle heeft verzocht.

Artikel 19

Indien de rechthebbende op een invaliditeitspensioen of -uitkering het werk hervat, zendt de Caisse Nationale de Sécurité Sociale, onderscheidenlijk de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging, een rapport aan het andere orgaan. Dit rapport vermeldt de aard van de verrichte werkzaamheden, de verdiensten van de betrokken werknemer, de normale beloning welke in dezelfde streek door een werknemer van dezelfde beroepsgroep als die waartoe hij behoort gewoonlijk wordt genoten, alsmede eventueel de mening van een medisch deskundige over de gezondheidstoestand van de belanghebbende.

Artikel 20

Wanneer een verzekerde, na schorsing of intrekking van het pensioen of de uitkering, overeenkomstig artikel 18 van het Verdrag zijn recht op invaliditeitspensioen of -uitkering herkrijgt terwijl hij woont in het land dat niet het pensioen verschuldigd is, verstrekken de betrokken organen elkaar alle inlichtingen welke met het oog op het hervatten van de betaalbaarstelling van belang zijn.

HOOFDSTUK 4

Ouderdom en overlijden

Artikel 21

1. Om in aanmerking te komen voor uitkeringen overeenkomstig artikel 19 van het Verdrag, dient de in Nederland wonende werknemer of nagelaten betrekking van een werknemer zijn aanvraag om uitkering krachtens de Marokkaanse wettelijke regeling in bij de Raad van Arbeid binnen welks gebied hij zijn woonplaats heeft. Indien de aanvraag bij een ander Nederlands orgaan wordt ingediend, vermeldt dit orgaan de datum van ontvangst op de aanvraag en zendt deze onverwijld aan de bevoegde Raad van Arbeid door.

2. De Raad van Arbeid gaat na of de aanvraag volledig is ingevuld en bevestigt de juistheid van de door de aanvrager gedane opgaven. De Raad van Arbeid voegt hierbij een opgave van de krachtens de Nederlandse wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering en zendt de aanvraag daarna aan het Marokkaanse bevoegde orgaan.

3. Het Marokkaanse bevoegde orgaan neemt een beslissing op de aanvraag en zendt zijn beslissing, in de Franse taal gesteld, rechtstreeks aan de aanvrager onder vermelding van de rechtsmiddelen en beroepstermijnen; het zendt een afschrift aan de Raad van Arbeid.

4. Wanneer het gaat om een weduwenpensioen, reserveert het Marokkaanse orgaan in het voorkomende geval het bedrag van de eventuele achterstallige termijnen ten behoeve van het Nederlandse orgaan. Bij de definitieve afdoening van de aanvraag om uitkeringen wordt het door de Raad van Arbeid te veel betaalde op het bedrag van de achterstallige termijnen ingehouden door de Caisse Nationale de Sécurité Sociale, die dit overmaakt aan vorenbedoeld Nederlands orgaan.

Artikel 22

Voor de toepassing van artikel 19 van het Verdrag verstrekt het Nederlandse verbindingsorgaan, indien het Marokkaanse orgaan dat belast is met de behandeling van een aanvraag om uitkering voor een in Marokko wonende aanvrager, hierom verzoekt, een opsomming en samenvatting van de krachtens de Nederlandse wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verzekering.

Artikel 23

1. De in Marokko wonende werknemer die in aanmerking wil komen voor een ouderdomspensioen krachtens de Nederlandse wet-

telijke regeling, dient zijn aanvraag in bij de Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

2. De Caisse Nationale de Sécurité Sociale gaat na of het aanvraagformulier volledig is ingevuld en bevestigt de juistheid van de door de aanvrager gedane opgaven. Bovendien vermeldt zij, voor de toepassing van artikel 21, tweede lid, van het Verdrag, de door de echtgenote van de aanvrager volgens de Marokkaanse wettelijke regeling vervulde tijdvakken van verplichte verzekering welke recht geven op een ouderdomspensioen, alsmede de tijdvakken gedurende welke zij eventueel een zodanig pensioen geniet. Vervolgens zendt zij de aanvraag aan de Sociale Verzekeringsbank.

Artikel 24

1. Voor de toepassing van de artikelen 20 en 21 van het Verdrag wordt het aan een gehuwde man toekomende Nederlandse ouderdomspensioen op de volgende wijze berekend:

- a. voor elk kalenderjaar waarover een gehuwde man verzekerd is geweest krachtens de Nederlandse algemene ouderdomswet, heeft hij recht op een bedrag gelijk aan één procent van het in de Nederlandse wettelijke regeling voorziene volle gehuwdenpensioen, verhoogd met eenzelfde bedrag voor elk kalenderjaar waarover zijn eerste echtgenote met wie hij gehuwd is op het tijdstip waarop hij de 65-jarige leeftijd bereikt, verzekerd is geweest krachtens de Nederlandse wettelijke regeling of op grond van artikel 21 van het Verdrag geacht wordt verzekerd te zijn geweest;
- b. indien de eerste echtgenote van een gehuwde man vóór hun huwelijk niet verzekerd is geweest krachtens de Nederlandse wettelijke regeling, heeft hij recht op een bedrag, gelijk aan twee procent van het in de Nederlandse wettelijke regeling voorziene volle ongehuwdenpensioen, voor elk kalenderjaar waarover hij als ongehuwde krachtens deze wettelijke regeling verzekerd is geweest.

2. De omrekening van gedeelten van kalenderjaren tot gehele kalenderjaren geschiedt overeenkomstig de Nederlandse wettelijke regeling.

3. Het overlijden van de eerste echtgenote brengt geen wijziging in het bedrag van het aan een gehuwde man toegekende ouderdomspensioen, zolang deze gehuwd blijft.

4. Indien het bedrag van het ouderdomspensioen, berekend op grond van de Nederlandse Algemene Ouderdomswet zonder dat daarbij het Verdrag wordt toegepast, hoger is dan het volgens de vorige leden van dit artikel berekende bedrag, wordt het eerste bedrag aangehouden.

Artikel 25

1. Om in aanmerking te komen voor uitkeringen op grond van de Nederlandse wettelijke regeling moeten de in Marokko wonende nagelaten betrekkingen van een werknemer een aanvraag bij de Caisse Nationale de Sécurité Sociale indienen.

2. Een door een der weduwen rechtsgeldig ingediende aanvraag om pensioen geldt gelijkkelijk en onherroepelijk voor andere recht-hebbers naar de omstandigheden bepaald door de persoonlijke rechtstoestand van de verzekerde.

3. De Caisse Nationale de Sécurité Sociale gaat na of de aanvraag volledig is ingevuld en bevestigt de juistheid van de door de aanvrager gedane opgaven; zij zendt de aanvraag vervolgens aan de Sociale Verzekeringsbank en geeft daarbij aan of de overledene op het tijdstip van zijn overlijden in Marokko verplicht verzekerd was.

Artikel 26

De Sociale Verzekeringsbank neemt een beslissing op de aanvraag. Deze beslissing, waarin de rechtsmiddelen en beroepstermijnen vermeld worden, wordt aan het Marokkaanse verbindingsorgaan toegezonden. Dit orgaan stelt de aanvrager ervan in kennis in zijn moedertaal door middel van een samenvatting waarbij de beslissing wordt gevoegd. De beroepstermijnen vangen eerst aan op de datum waarop de aanvrager de samenvatting ontvangt.

Artikel 27

Voor de berekening van het weduwenpensioen ingevolge de Nederlandse wettelijke regeling, wordt de volgens deze wettelijke regeling maximaal mogelijke verzekeringsduur, zoals bedoeld in artikel 22, tweede lid, van het Verdrag, gerekend van de datum waarop de verzekerde de leeftijd van 15 jaar heeft bereikt.

Artikel 28

Wanneer twee of meer personen recht hebben op een weduwenpensioen uit hoofde van het overlijden van eenzelfde verzekerde, geschiedt de in artikel 23 van het Verdrag bedoelde verdeling van het pensioen dat krachtens de Nederlandse wettelijke regeling door het Nederlandse orgaan verschuldigd is, of, in het in artikel 22 van het Verdrag bedoelde geval, van het pensioen dat overeenkomstig het tweede lid van laatstbedoeld artikel wordt berekend, als volgt:

elk van de weduwen heeft, naar evenredigheid van het aantal rechthebbers, recht op een gedeelte van het verhoogde pensioen zolang zij een of meer ongehuwde kinderen heeft die jonger zijn dan 18 jaar, dan wel van het normale pensioen wanneer zij niet zulke kinderen heeft.

HOOFDSTUK 5

Kinderbijslag

Artikel 29

De gegevens inzake de gezinssamenstelling welke voorkomen op de aanvraag om kinderbijslag, verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van een van de landen, voor kinderen die in het andere land wonen, worden op verzoek van het bevoegde orgaan door bemiddeling van de betrokken verbindingsorganen geverifieerd.

HOOFDSTUK 6

Werkloosheid

Artikel 30

1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 27 van het Verdrag dient de aanvrager aan het Nederlandse bevoegde orgaan een verklaring over te leggen met betrekking tot de in aanmerking te nemen tijdvakken van arbeid in Marokko, voor zover het noodzakelijk is hierop een beroep te doen om de tijdvakken welke reeds krachtens de Nederlandse wettelijke regeling zijn vervuld, aan te vullen.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer door de Caisse Nationale de Sécurité Sociale uitgereikt.

HOOFDSTUK 7

Diverse bepalingen

Artikel 31

1. De door het orgaan van een land verschuldigde uitkeringen aan rechthebbenden die in het andere land wonen, worden rechtstreeks en op de vervaldagen voorzien in de door dit orgaan toegepaste wetgeving, uitbetaald hetzij per internationale postwissel, hetzij per bank.

2. Op de uitkeringen welke aan de rechthebbenden worden uitbetaald, worden geen porti of bankkosten in mindering gebracht.

Artikel 32

De uit de medische controle voortvloeiende kosten worden gedragen door het orgaan dat om de controle heeft verzocht.
Vergoeding van deze kosten geschiedt tegen overlegging van een

gespecificeerde rekening, verhoogd met 7,5% wegens administratiekosten.

Artikel 33

Alle meningsverschillen met betrekking tot de toepassing van dit Akkoord worden opgelost door een commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten, die zich door deskundigen kunnen laten bijstaan. De commissie vergadert voor zover nodig eenmaal per jaar beurtelings in het ene en het andere land.

Artikel 34

De verbindingsorganen stellen in onderlinge overeenstemming de voor de toepassing van het Verdrag benodigde formulieren en andere bescheiden vast.

Artikel 35

Dit Akkoord treedt op dezelfde dag in werking als het Verdrag en heeft dezelfde werkingsduur.

GEDAAN in tweevoud in de Franse taal te Rabat, de derde november 1972.

*Voor de Nederlandse bevoegde
autoriteit,*

(w.g.) C. VREEDE

*De Marokkaanse bevoegde
autoriteit,*

(w.g.) A. EL JADIDI

D. PARLEMENT

Het Akkoord behoeft ingevolge artikel 62, eerste lid, letter *b*, van de Grondwet niet de goedkeuring van de Staten-Generaal.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zijn ingevolge artikel 35 op 1 januari 1973 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Akkoord alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen ter uitvoering van artikel 28 van het op 14 februari 1972 te Rabat ondertekende Algemeen Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Marokko. Tekst en vertaling van het Verdrag zijn geplaatst in *Trb.* 1972, 34. Zie ook *Trb.* 1973, 129.

Uitgegeven de *eenendertigste* augustus 1973.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. VAN DER STOEL.